

La recherche nationale et le développement économique

Recherche

La planification du développement scientifique et technologique d'un pays consiste à déterminer l'ensemble des moyens à mettre en œuvre pour augmenter sa capacité scientifique et son niveau de technicité, et à estimer l'impact probable des différentes actions entreprises sur son développement économique et social.

Etant donné les délais sur lesquels courent les actions de recherche, augmentés de ceux qui se passent en amont (enseignement des sciences, formation des techniciens et ingénieurs, formations de chercheurs), et de ceux qui se placent en aval (pénétration des innovations, fruits de la recherche, dans le système économique et social), on se trouve d'emblée reporté, dans la mission de planification, vers un horizon à moyen-long terme.

La décision d'investir dans une action de recherche et développement requiert, en plus des connaissances techniques nécessaires à une définition claire et précise du problème à résoudre, des connaissances économiques et politiques, afin d'en évaluer, in fine, les répercussions sur la société. Ainsi, les bases sur lesquelles doit reposer une planification efficace, doivent embrasser un champ sensiblement plus vaste que la seule capacité ou les seules possibilités du pays en recherche. Elles devraient surtout faire apparaître les besoins du pays en matière de recherche. Pour cela, il faut tenter de saisir quantitativement le niveau de développement technique atteint dans toutes les branches de

l'activité économique. Ce niveau peut être caractérisé par le rendement économique des technologies en usage, la qualité du personnel scientifique et technique engagé dans le processus de production, la réceptivité des entreprises aux techniques nouvelles et leur capacité à les intégrer, voire les améliorer.

Au vu de ces considérations, on voit immédiatement apparaître quelques lacunes qui ne manqueront pas de perturber cette planification dans notre pays. Un obstacle fondamental est l'insuffisance enregistrée dans la définition de missions précises, confiées à la recherche nationale et découlant d'objectifs nationaux convenablement formulés. Bien qu'il soit extrêmement complexe de traduire les objectifs de développement national en missions quantitativement définies, un effort dans cette direction pour en définir les contours doit être consenti de la part des secteurs économiques et de la communauté scientifique, sans quoi on ne peut traduire les objectifs nationaux en tâches confiées aux scientifiques.

développement national en missions quantitativement définies, un effort dans cette direction pour en définir les contours doit être consenti de la part des secteurs économiques et de la communauté scientifique, sans quoi on ne peut traduire les objectifs nationaux en tâches confiées aux scientifiques. Sans objectifs nationaux suffisamment précis et suffisamment désagregés, on se trouve réduit à travailler sur des hypothèses basées sur l'intuition du scientifique couplée à des observations superficielles.

Il est important d'analyser les raisons profondes de la difficulté d'avoir une expression explicite des besoins des secteurs économiques, pouvant donner lieu à des missions nationales pour la recherche. On peut admettre

que cette difficulté est fondée objectivement sur la situation même des secteurs socioéconomiques algériens. En effet, force est de constater qu'un sérieux problème qu'ils rencontrent est celui de mobiliser l'expertise nationale de qualité pour la mise à niveau des entreprises. A vrai dire, c'est le manque de capital humain qualifié qui leur fait défaut. Le capital humain, en contraste avec le capital matériel quantifiable, véhicule un stock de connaissances immatérielles ou de caractéristiques qui contribuent à augmenter le rendement.

La recherche améliore la qualité de ce capital en augmentant l'aptitude des travailleurs à transformer les connaissances en des compétences utiles, d'où découleront l'augmentation et l'amélioration du rendement. C'est la ressource humaine propre à un secteur qui est seule en mesure d'exprimer ses besoins et de confectionner son plan de développement en matière de science et de technologie. De ce fait, le soutien à la recherche formelle doit être considéré comme un investissement productif dans le capital humain, qui est plus intéressant que l'investissement dans le capital matériel. La ressource humaine constitue un élément important de la capacité de tout secteur : elle a une influence directe sur l'aptitude à mener les tâches ordinaires, et une influence indirecte sur la pertinence des travaux menés, à travers l'aptitude à définir les programmes de développement. Faute de ressource humaine qualifiée, le rendement des programmes entrepris sera insuffisant, quels que soient les moyens matériels et financiers mis en œuvre. Aussi, de par sa nature et le contexte national, l'évolution économique d'un secteur économique dépendra d'une manière critique de facteurs exogènes dont il ne saurait contrôler l'évolution (notamment le rythme de l'évolution scientifique et technologique de par le

Par Houda Imane Faraoun
ministre de la Poste
et des Technologies de l'information
et de la communication



monde, qui suggère ce que l'on appelle «gouffre technologique»). Ceci peut alors faire apparaître la planification en matière de développement technologique comme un exercice assez vain. Cette constatation reste toutefois assez sommaire, et on ne peut baser dessus une quelconque vision. La prospective devra certes faire entrer en ligne de compte des facteurs incontrôlables, et donc une bonne dose d'incertitude, mais ceci n'est pas un argument contre la prospective, mais une indication sur la manière avec laquelle elle doit être faite.

En particulier, elle doit aboutir aux mécanismes permettant de développer la flexibilité et l'adaptabilité des secteurs à des situations évoluant rapidement et indépendamment de la volonté du pays, et se préparer pour les défis à venir. Plusieurs exemples de par le monde démontrent que le «gouffre technologique» n'est pas infranchissable si la bonne stratégie est adoptée. Ainsi, et dans quelques optiques que l'on considère, et à défaut de problématiques clairement définies, il apparaît que l'essentiel de l'effort que le secteur de la recherche doit déployer consiste en actions pour le renforcement des capacités scientifiques et techniques du capital humain des secteurs économiques.

H. I. F.

De ce fait, le soutien à la recherche formelle doit être considéré comme un investissement productif dans le capital humain, qui est plus intéressant que l'investissement dans le capital matériel.



Edité par la SARL
LE SOIR D'ALGERIE
SIÈGE :
DIRECTION :
RÉDACTION :
Fax : 021 67.06.76

ADMINISTRATION :
Fax : 021 67.06.56
1, Rue Bachir Attar
Place du 1^{er} -Mai
- Alger -
Tél. : 021 67.06.58 -
021 67.06.51

COMPTES BANCAIRES :
CPA : Agence

Hassiba Ben Bouali
N°116.400.11336/2
BNA : Agence «G»
Hussein-Dey
N° 611.313.335.31
CCP : N° 14653.59
Registre du commerce :
RC N° 0013739.B.00

MEMBRES FONDATEURS :
Maamar FARAH
Djamel SAÏFI
Fouad BOUGHANEM
Zoubir M. SOUSSI
Mohamed BEDERINA
GÉRANT-DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION :
Fouad BOUGHANEM
DIRECTEUR
DE LA RÉDACTION
Nacer BELHADJOUJJA
P.A.O. : «Le Soir»

PUBLICITÉ
Le Soir : SIÈGE -

Fax : 021 67.06.75
BUREAUX REGIONAUX :
BOUMERDES
«Résidence Badi», bt 3,
2^e étage,
RN n° 24, Boumerdes-ville
Tél./fax : (024) 79 40 72
Email : lesoir_@bumerdes@yahoo.fr
ANNABA
19, rue du CNRA
(Cours de la Révolution)
Tél. : 038 86.54.22
Fax : 038 86.61.76
Télex : 81095
BLIDA
103, Avenue Ben-Boulaid
Blida
Tél./Fax : 025 40.10.10
Tél. : 025 40.20.20
CONSTANTINE
9, rue Bouderbala

(ex, rue petit),
Constantine
Tél. : 031 92.34.23
Fax : 031 92.34.22
ORAN
3, rue Kerras Aoued.
Tél. : 041 33.23.95
SÉTIF
Rue du Fida, centre
commercial Zedioui
1^{er} étage, Sétif.
Tél. : 036 82 11 11
TIZI-OUZOU
Bt Bleu,cage C
(à côté de la CNEP)
2^e étage, gauche
Tél./Fax : 026 12 87 04
Tél. : 026 12 87 01
MASCARA
Rue Senouci Habib
Maison de la presse.
Tél.Fax : 045 80.28.43

TELEMEN
Cité R'hiba Bt n°2 RDC.
Tél. : 043 27.30.61 /
Fax : 043 27.30.82
BOUIRA
Gare Routière. Lot N°1.
3^e étage -
Tél. : 026 94 29 19
E-Mail :
lesoirbouira@hotmail.co
m
BÉJAÏA
19, rue Larbi Ben-M'hidi
(rue Piétonnière),
Béjaïa-ville 06000
Tél. : 034 21.14.51
Fax : 034 21.18.60
BORDJ-BOU-ARRERIDJ
2, rue Cherifi Mohamed
(près du cinéma Vox)

Tél./Fax : (035) 68-10-52
IMPRESSION
Centre : S.I.A Alger
Est : S.I.E Constantine
Ouest : S.I.O Oran
DIFFUSION

Est : Sodi-Presse
Centre : Le Soir
Ouest : MPS
Tél.: 0550 17 26 03

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

NOTRE JOURNAL

fait sienne cette citation de Joseph Pulitzer, fondateur du journalisme moderne :
«Il (son journal, ndr) combattra toujours pour le progrès et les réformes, ne tolérera jamais l'injustice et la corruption ; il attaquera toujours les démagogues de tous les partis, n'appartiendra à aucun parti, s'opposera aux classes privilégiées et aux exploités du peuple, ne relâchera jamais sa sympathie envers les pauvres, demeurera toujours dévoué au bien public. Il maintiendra radicalement son indépendance, il n'aura jamais peur d'attaquer le mal, autant quand il provient de la ploutocratie que de ceux qui se réclament de la pauvreté.»